

Communiqué du Conseil d'Etat

11 mai 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : soins ophtalmologiques en Afghanistan.....	4
Genève-Confédération	5
Vignes de zone : le Tribunal fédéral reconnaît l'appellation d'origine contrôlée transfrontalière.....	5
Genève favorable à la diminution du nombre de signaux routiers.....	6
Genève	7
Les Mouettes navigueront jusqu'à 21h15 cet été	7
Modification de la convention collective de travail pour les entreprises d'entretien des textiles	7
Crédit complémentaire pour l'annexe de la prison de Champ-Dollon	8
Election sans scrutin de conseillers municipaux dans plusieurs communes genevoises	8
Agenda des invitations à la presse	10

Genève internationale

Solidarité internationale : soins ophtalmologiques en Afghanistan

Le gouvernement a décidé de soutenir un projet de formation ainsi que le développement des soins ophtalmologiques en Afghanistan mis en place par International Assistance Mission (IAM). Un montant total de 600 000 francs sur trois ans (2011-2013) sera dévolu au programme NOOR (National Organization for Ophthalmic Rehabilitation).

Des services médicaux pour les soins des yeux sont fournis dans les trois hôpitaux gérés par IAM à Kaboul, Kandahar et Mazar-e-Sharif. Des cliniques ophtalmologiques mobiles pour des régions éloignées ainsi qu'une production pharmaceutique de médicaments pour les yeux et des ateliers optiques pour la production de lunettes font également partie des activités menées sur le terrain.

Le programme porte une attention particulière aux personnes les plus démunies. L'objectif est de développer un réseau fiable de soins ophtalmologiques afin que la cécité guérissable puisse être éliminée d'ici 2020.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Genève-Confédération

Vignes de zone : le Tribunal fédéral reconnaît l'appellation d'origine contrôlée transfrontalière

Le Conseil d'Etat a pris acte avec satisfaction de l'arrêt du Tribunal fédéral du 5 avril 2011 rejetant le recours formé contre le règlement du 9 juin 2010 modifiant le règlement sur la vigne et les vins de Genève. Cette modification avait pour but l'extension de l'aire géographique de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) « Genève » aux vignes françaises limitrophes, situées en continuité du vignoble genevois et jouissant de conditions comparables du point de vue du terroir et du climat (voir [point de presse du 9 juin 2010](#)).

De nombreux viticulteurs genevois exploitent des vignes en France voisine. Après la conclusion de l'accord du 21 juin 1999 entre la Suisse et la Communauté européenne relatif aux échanges agricoles, un vide juridique est apparu concernant ces vignes de zone, situées en France mais dont la production est vinifiée en Suisse et est traditionnellement considérée comme du vin genevois.

Des démarches ont été entreprises dès 2005 par les autorités suisses en vue de compléter l'accord bilatéral par des dispositions relatives aux vignes situées en zone frontalière. Un travail similaire a par ailleurs été engagé par l'Union européenne, aboutissant à l'entrée en vigueur, en 2008, d'une nouvelle organisation du marché viti-vinicole prévoyant pour la première fois l'existence d'appellations d'origine transfrontalières tant à l'intérieur de l'Union Européenne qu'avec un pays tiers.

Au plan cantonal, une disposition réglementaire transitoire de deux ans a été adoptée afin de permettre aux vignes situées en France dans le prolongement du vignoble genevois (vignes de zone) de bénéficier notamment de l'appellation d'origine Genève (AOC Genève). Cette disposition transitoire a été annulée en 2009 par le Tribunal fédéral, suite à un premier recours qui l'a jugée contraire au droit international et fédéral.

En décembre 2009, l'accord bilatéral a été modifié pour autoriser l'extension du champ de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) au-delà des frontières nationales. L'ordonnance fédérale sur le vin a été adaptée en conséquence, ainsi que le règlement cantonal sur la vigne et les vins de Genève. Celui-ci a alors fait l'objet d'un nouveau recours, invoquant des violations du principe de la séparation des pouvoirs, de celui de la légalité et de l'égalité de traitement, ainsi que la violation de la force dérogatoire du droit fédéral. Ce recours vient d'être rejeté par le Tribunal fédéral.

Dans sa décision du 5 avril 2011, le Tribunal fédéral a rejeté le grief de violation du principe de la séparation des pouvoirs, considérant que le Conseil d'Etat était tout à fait habilité à adopter des dispositions réglementaires, puisqu'il disposait d'une délégation de compétence suffisante prévue dans l'accord bilatéral et dans la loi cantonale pour introduire des dispositions par voie réglementaire.

Les recourants ont également invoqué une violation du principe de la légalité et de l'égalité de traitement, prétendant qu'il y aurait un avantage à pouvoir bénéficier de l'AOC Genève pour la production issue de vignes situées en France. Là encore, le Tribunal fédéral a constaté que, dans la mesure où le canton exécutait une législation de rang international, agréée au demeurant par les autorités françaises, cette réglementation répondait suffisamment aux principes énoncés ci-dessus.

Enfin, les recourants ont invoqué une violation de la force dérogatoire du droit fédéral, prétendant que le règlement querellé ne permettait pas de garantir une immutabilité de la zone viticole. Or, le Tribunal fédéral a

considéré que le droit fédéral ne garantissait nullement une telle immutabilité et a débouté les six vigneron-recourants.

Après près de dix ans de travaux, le dossier dit « des vignes de zone » trouve ainsi un épilogue réjouissant qui permet de préserver l'intérêt économique d'une production représentant 10% du vignoble genevois.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Frossard, chef du secteur des services généraux, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Genève favorable à la diminution du nombre de signaux routiers

Le Conseil d'Etat est favorable aux nouvelles ordonnances portant sur les règles de circulation et sur la signalisation proposées par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

Dans sa réponse à la consultation fédérale, le gouvernement genevois souligne que, dès lors qu'elles préconisent la diminution du parc de signalisation routière, ces nouvelles ordonnances permettront une meilleure compréhension des règles par les usagers de la route. En outre, elles vont dans le sens des prescriptions déjà appliquées en Europe.

Pour tout renseignement complémentaire: M. Enrique Marti, chef du service des enquêtes de circulation et chantiers, DIM, ☎ 022 546 78 10.

Les Mouettes navigueront jusqu'à 21h15 cet été

Le Conseil d'Etat a adopté une demande en autorisation de crédit supplémentaire d'un montant de quelque 190'000 francs, visant à étendre de 19h à 21h15 les horaires de navigation des Mouettes genevoises en juillet et août de cette année.

Cette demande fait suite à celle votée par la Commission des finances, puis par le Grand Conseil à l'issue de l'examen du PL 10753 relatif à la ratification du contrat de prestations 2011-2014 liant l'Etat de Genève à la Société des Mouettes genevoises et de Navigation SA (SMGN), visant à augmenter son offre (extension des horaires de 19h à 21h en saison estivale) sur toute la durée du contrat.

Validé en novembre 2010 par le Conseil d'Etat, (voir [point de presse du 4 novembre 2010](#)), le contrat de prestation entre l'Etat et la SMGN a été ratifié par le Grand Conseil le 15 avril 2011.

Pour toute information complémentaire: M Cyril Arnold, économiste, DIM, ☎ 022 327 90 41 pour les questions financières; M. Fabrice Etienne, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 38 pour les questions liées au contrat de prestations.

Modification de la convention collective de travail pour les entreprises d'entretien des textiles

Le Conseil d'Etat a décidé d'étendre le champ d'application de diverses modifications relatives aux salaires minima de la convention collective de travail (CCT) pour les entreprises d'entretien des textiles. Cette extension court jusqu'à l'échéance de la CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2012.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de ce secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche, tout en consolidant leur protection sociale. Du point de vue patronal, elle renforce également la loyauté en matière de concurrence, en ce sens que celle-ci ne pourra pas s'exercer au travers de la sous-enchère salariale.

Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie avant de pouvoir entrer en vigueur au plus tôt le 1^{er} juillet 2011.

Pour tout renseignement complémentaire : M. Bruno Giovanola, directeur général de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Crédit complémentaire pour l'annexe de la prison de Champ-Dollon

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement complémentaire de 9,5 millions de francs pour construire et équiper en urgence l'annexe de la prison de Champ-Dollon, dont les travaux ont débuté en novembre dernier. Cent nouvelles places de détention seront ainsi mises à disposition au début du mois d'août 2011.

Cette demande de crédit complémentaire est rendue nécessaire par l'écart entre le crédit d'investissement voté par le Grand Conseil le 28 mai 2010 (voir [communiqué du 18 octobre 2011](#)) et le coût de réalisation de cet équipement.

Rappelons qu'une procédure d'adjudication de gré à gré avait été lancée en août 2010 par le département des constructions et des technologies de l'information suite à l'interruption de l'appel d'offre en entreprise générale, lancé en juin 2010, car aucune des offres reçues ne respectait le cahier des charges.

Pour toute information complémentaire: M. Juan Boada, chef du service constructions et transformations, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 25.

Election sans scrutin de conseillers municipaux dans plusieurs communes genevoises

Conformément à la loi sur l'administration des communes, les magistrats communaux dans les communes de plus de 800 habitants ne peuvent siéger simultanément au Conseil municipal et à l'exécutif. Dès lors, des sièges sont devenus vacants dans diverses communes suite à l'élection des conseillers administratifs, maires et adjoints du 17 avril dernier.

La loi sur l'exercice des droits politiques stipulant qu'en cas de vacance sur une liste électorale, la majorité des signataires de la liste initiale soumet dans le délai prescrit le nom de candidat en remplacement, le Conseil d'Etat a proclamé élus sans scrutin à la fonction de conseiller-ère municipal-e de la commune de:



Avusy : sur la liste « Les Indépendants » Mme **Françoise Cerutti-Cochard** et M. **Claude-André Meyer** en remplacement de MM. René Jemmely et Didier Fleck, élus à l'exécutif.



Bardonnex : sur la liste « Les Démocrates-Chrétiens DC et Entente communale », Mme **Françine Parisod Nicolet** et M. **Luc Lavarini** en remplacement de Mme Béatrice Guex-Crosier et M. Alain Walder, élu-e-s à l'exécutif.





Choulex : sur la liste « Entente communale », M. **Jérôme-Arnaud Pernin** en remplacement de M. Christophe Senglet, élu à l'exécutif.



Collex-Bossy : sur la liste « PLR - Les Libéraux-Radicaux » MM. **Claude Malherbe** et **Hansruedi Roder** en remplacement de Mmes Elisabeth Fatton et Chantal Valentini, élues à l'exécutif.



Hermance : sur la liste « Hermance », Mme **Anahita Blanc-Meylan** en remplacement de Mme Karine Bruchez Gilberto, élue à l'exécutif.



Pregny-Chambésy sur la liste « PLR - Les Libéraux » M. **Richard Periat** en remplacement de M. Hubert Schneebeli élu à l'exécutif.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
13 mai 11h00	Remise de la bourse et du prix cantonaux du développement durable	Globe de la science et de l'innovation du CERN, 1217 Meyrin	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 338 19 42
13 mai 15h00	3 ^e étape de renaturation de l'Aire	Ferme des Bois, route de Lully 110, Lully, 1233 Bernex	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
14 mai 10h45	table ronde sur les enjeux de l'éducation en vue du développement durable organisée lors de la journée « L'école prépare l'avenir » dans le cadre du Festival du développement durable	Uni Mail	DIP	Claudine Dayer Fournet ☎ 022 546 69 02
14 mai 18h00	Etats généraux de l'égalité entre hommes et femmes à Genève, 1981-2011	Théâtre Forum Meyrin 1, place des Cinq-Continents 1217 Meyrin	DSPE	Muriel Golay ☎ 022 388 74 50 ou 078 621 60 44
18 mai 20h00	Présentation publique du <i>masterplan</i> et du plan localisé de quartier de la gare de Chêne-Bourg	Salle communale Point Favre Place Favre 1225 Chêne-Bourg	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
19 mai 11h00	Inauguration du tronçon franco-suisse renaturé de l'Hermance	Rendez-vous à Veigy-Foncenex (détails suivront)	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
30 mai 10h00	Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer (LIF)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
31 mai 17h00	Prestation de serment des conseillers/ères administratifs, maires et adjoint-e-s	Cathédrale Saint-Pierre	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80